

« La République Une et Indivisible, c'est notre royaume de France. » (Charles Péguy)

Tumblr.com

Lys noir



Hebdomadaire web du jeudi

Numéro B 3 / Jeudi 11 avril 2013 : leslysnoirs@gmail.com - GSM : 06 59 59 16 35



Alsace :

**Un bon
référendum
mais au
mauvais
moment...**



**Et l'Empire du Bien
dévora Koh Lanta**

Dossier :
**C'est quoi
un Flamand ?**

Editorial

Deux jacobinismes sont possibles...

Un des plus douloureux problèmes posés par notre souverainisme est qu'il se heurte à l'aspiration européenne compréhensible de quelques régions frontalières ou périphériques telles que l'Alsace, la Moselle, la Savoie ; mais aussi la Bretagne, le Roussillon, la Corse, et le pays basque français...

Dans ces conditions, puisque ces régions et communautés devront un jour, au nom de la survie de notre propre «cœur nucléaire national», renoncer à un rêve qui les tient pourtant éveillés depuis longtemps, le moins que l'on pourrait faire serait de leur donner nous mêmes ce supplément d'identité qu'ils ont pris l'habitude de ne plus espérer que de «l'Europe des peuples», de cette «Europe aux cent drapeaux» qui, en retour, jouent évidemment sur leurs capacités centrifuges contre nous...

Ce sont tout de même nos concitoyens, bon sang ! Alors pourquoi leur refuser tout ce qui ne nous gêne pas vraiment et ne représente aucun risque réel de dilution nationale ? Pourquoi leur interdire ce qui ne nuit pas ?

Le problème du jacobinisme républicain est qu'il veut toujours être grandiloquent, insolent, idéologue, dur, aussi implacable qu'une de ses guichetières des PTT...

Ainsi, au bout de l'aveuglement et des surplus de posture, ce n'est pas le principe même du jacobinisme qui est à rejeter ; mais sa méchanceté, sa bêtise de détail et ses manières souvent bottées...

Répetons-le ici : le royalisme politique est évidemment une forme de jacobinisme, mais il est souple, chrétien, attentif, relativiste.. Il sait que ses raisons ne peuvent s'imposer qu'à la condition de compenser, durablement et significativement, les raisons que les peuples «allogènes» pourraient avoir de le redouter...

Il existe donc bel et bien deux jacobinismes possibles : celui qui empêche aujourd'hui cruellement les alsaciens de retrouver leur pleine force de cohésion, et celui, le royal, qui leur dirait : *Amis, désolé, on est contraint de centraliser et de nous éviter la dilution européenne mais on va aussi s'arranger pour que cela n'aille ni contre votre identité ni contre vos intérêts profonds... Réclamez-nous alors tout ce que vous pensez que nous pouvons vous accorder, et nous l'accepterons..»*

Au lieu de cela, le jacobinisme républicain n'est fait depuis deux siècles, que de vexations et d'éradications identitaires qui se retournent aujourd'hui contre nous dans la mesure où elles ont considérablement affaibli les résistances face aux actions nivelantes du marché mondialisé.

Notre extrême-droite n'a jamais eu ses katangais..
On attend donc de voir les skins à l'oeuvre...

Bon référendum

Les jacobins ont fait du zèle !

Le Front National et Mélenchon porteront ensemble la responsabilité de l'échec du référendum à propos de la fusion des trois assemblées alsaciennes en une seule.

Un jacobinisme idéologique, facile, simplet, obtu et peu généreux s'est ainsi heurté à un vieux projet alsacien en même temps qu'à la pure raison.

Bien sûr que tous les autonomistes alsaciens, jusqu'à ceux de l'excellent Jacques Cordonnier, étaient derrière ce projet... Mais cela en faisait-il pour autant un projet séparatiste ? En fusionnant ses trois assemblées, l'Alsace serait simplement redevenue une province sous la forme d'une région mieux gérée... Et alors ?

Le véritable drame de cet échec c'est d'avoir gaspillé une des rares chances de démontrer l'inanité du découpage administratif actuel. Car ce n'est pas forcément trahir l'unité nationale que d'affirmer que le découpage administratif actuel est dépassé et qu'il est une des principales causes, par ses innombrables gabegies, du «mal français».

Un pur jacobin, Michel Debré, avait nourri en son temps le dessein de découper la France en une quarantaine de gros départements, cela faisait-il de Debré un fossoyeur d'unité nationale, un suppôt du Saint empire romain germanique des Habsbourg ?

Les gros «départements Debré» auraient d'ailleurs eu exactement la superficie et la population de l'Alsace rationalisée que nous espérons dimanche dernier.

Et puis voici également une chance manquée pour quelques autres départements qui regardaient avec attention le scrutin de dimanche. En effet, la possibilité de fusion existe dans une demi-douzaine de cas où ce sont deux départements qui se partagent l'identité d'une ancienne province. Ainsi, des possibilités de regroupement existaient en Savoie, en Corse, mais aussi dans le Berry, dans le Maine, en Haute-Provence, dans le Dauphiné (entre Drôme et Isère) et même en Haute Normandie où l'unification de la Seine-Maritime et de l'Eure compenserait la réunification régionale normande toujours repoussée à plus tard malgré l'unanimité des politiques à la vouloir...

Une Normandie unifiée s'en irait-elle alors vers la Norvège ou l'Angleterre ? Ridicule..

A cause du FN et des mélenchonien on est donc pas près de toucher une nouvelle fois démocratiquement aux départements sacralisés parfois jusqu'à l'absurde... Pourtant, s'il y en a qui pourraient être manifestement unifiés, certains sont trop gros et appellent au contraire à être divisés ! C'est notamment le cas des Pyrénées Atlantiques où l'on oblige à vivre deux communautés si différentes : les 250.000 Basques et les 300.000 Béarnais qui sont assez nombreux pris séparément pour justifier un département.

C'est aussi le cas du Hainaut autour de Valenciennes qui, avec 700.000 habitants, compte une population plus forte que la moyenne des départements français, mais qui ne constitue toutefois qu'un modeste arrondissement du Département du Nord lui-même démesurément peuplé avec ses 2.500.000 habitants.

En son temps Maurras affirmait que seul un pays fort pouvait décentraliser, il avait raison.

Netchaev.

En affirmant que «Casa Pound, c'est mieux que Monti», Beppe Grilo ne s'est pas fait que des amis dans l'extrême gauche ritale... Surtout qu'il a insisté lourdement en lançant «l'anti-fascisme m'est indifférent !».

im à un très mauvais moment



Majoritaire dans le Bas Rhin (Strasbourg) avec 65% des suffrages, mais minoritaire dans le haut Rhin (Colmar et Mulhouse), le camp du Oui n'a pu l'emporter dans un contexte de forte abstention (70%).

Nous avons donc interrogé Jacques Cordonnier, président du principal parti autonomiste.

Entretien avec
Jacques Cordonnier
Président de *Alsace d'Abord*.

Lys Noir : Alors déçu ?

Jacques Cordonnier : La plus grosse déception vient de la faible participation. Il est vrai qu'en France la démocratie directe est inexistante et que les référendums y sont rares. Si bien que, lorsqu'une fois tous les dix ans, les électeurs sont consultés par référendum, ils ne vont plus voter ou alors ils ne répondent pas à la question posée. C'est l'aspect le plus triste de ce référendum. Et au soir du scrutin, on a vu que bien des responsables politiques s'en contentaient.

Lys Noir : A qui la faute ?

Jacques Cordonnier : Que les partis nationalistes et jacobins aient appelé à voter Non n'a rien de surprenant. Le Front de Gauche, le Front National, Debout la République et le parti communiste Français sont dans leur rôle lorsqu'ils ont donné les consignes de voter Non. Et leurs discours sur la menace pour la République étaient tellement

décalés que leurs arguments ont à vrai dire très peu pesé dans le résultat final.

Lys Noir : Mais alors ?

Jacques Cordonnier : La faute lourde a été commise par les responsables politiques alsaciens qui se revendiquent habituellement favorables à la décentralisation et qui ont fait campagne contre la fusion et le Conseil d'Alsace. La palme revient à Charles Buttner, président UMP du Conseil général du Haut-Rhin, qui s'est opposé au projet pendant trois ans en agitant le spectre d'un prétendu "centralisme bas-rhinois", ne rejoignant le camp du Oui que depuis quelques mois, et en traînant des pieds. Gilbert Meyer, maire UMP de Colmar, n'a pas hésité à appeler officiellement à rejeter la fusion.

Certains socialistes, notamment bas-rhinois, portent également une écrasante responsabilité dans l'issue de ce scrutin. En appelant

à voter Non, et en critiquant sans cesse le projet de fusion, ils ont en réalité voulu faire de cette consultation un référendum anti UMP, sans se soucier de l'intérêt général de l'Alsace. La campagne de dénigrement du projet - projet certes imparfait, nous l'avons souvent dit - a eu pour conséquence de pousser à l'abstention des électeurs qui ne voulaient pas aller jusqu'à voter Non.

Lys Noir : Mais au fond quel était vraiment l'enjeu ?

Jacques Cordonnier : Appelons un chat, un chat. Un tel projet institutionnel se construit contre quelque chose ou quelqu'un. En l'occurrence, c'est contre l'État hyper-centralisé qu'il fallait opposer le Conseil d'Alsace. Au lieu de quoi, c'est une querelle entre Alsaciens qui s'est développée, alimentée sournoisement par les élus UMP et PS opposés au projet : Haut-Rhinois contre Bas-Rhinois,

citadins contre villageois, etc.

Le malheur, c'est que le camp du Oui n'a pas osé dire face à qui l'Alsace devait devenir plus forte. Et pourtant, l'actualité nous a offert une profusion d'arguments qui n'ont pas été utilisés :

- l'État vient de renier ses engagements en matière d'enseignement bilingue par les récentes décisions du rectorat

- le Conseil Constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution notre dispositif régional des corporations de métiers

- un projet de loi tout récent met en danger l'existence même de notre régime local d'assurance maladie

- les attaques contre le régime concordataire se multiplient

- menace sur le repos dominical, etc.

Voilà ce qu'il aurait fallu dire aux Alsaciens, et leur rappeler aussi que nous payons toujours pour des TGV que les autres régions ont eu gratuitement.

En bref

Julie Lescaut, la série policière de TF1, qui a fait les beaux jours des audiences des jeudis soirs pendant plus de 20 ans, s'arrête net.



Tout le monde y verra bien sûr la conséquence du fait qu'en septembre 2012, Véronique Genest avait surpris tout son monde en affirmant qu'elle était "islamophobe comme beaucoup de Français", avant de tempérer ses propos, affirmant : "Ce que l'on voit autour de nous fait que la phobie existe car on voit des choses qui font peur. [...] Ce n'est pas parce que j'ai peur que je déteste".

Il y a quelques semaines, Véronique Genest se lançait même en politique au côté de Jonathan-Simon Sellem, un candidat franco-israélien ultrasonniste.

En tout cas, quelques semaines après les propos controversés de Véronique Genest, chacun peut imaginer que la chaîne a pris sa décision d'arrêter le programme pour des motifs politiques. Interrogée à ce sujet par *Télé Loisirs*, Véronique Genest affirme que non : "Ça n'a rien à voir avec des déclarations que j'ai faites. Il faut arrêter avec ça. Je ne comprends même pas qu'on en parle. Vous voulez me faire culpabiliser ou quoi ?".

Les propos de la pauvre fille sentent évidemment la close de confidentialité agrémentant toute coquette indemnité de rupture, mais on lui pardonne : elle nous a déjà assez fait rire comme cela... On a bien aimé son ingénuité. On a bien aimé aussi qu'elle passe sous le camion... C'était marrant et instructif à la fois.



Le jeune médecin de Koh Lanta qui n'avait pas pu sauver un candidat cardiaque a craqué en se suicidant dans sa chambre d'hôtel au Cambodge.



Et l'Empire du

Nouveau suicide d'un «surexposé médiatique soudain»

A l'exemple de cette infirmière d'un hôpital londonien piégée par une équipe de journalistes rigolarde lors d'une courte hospitalisation de la «princesse» Kate Middleton, on sait qu'aujourd'hui la forte et soudaine exposition médiatique non désirée peut facilement conduire au «burn out» puis au suicide «inexpliquable».

Pourtant, beaucoup de nos contemporains rêvent férocement de ce quart d'heure de célé-

brité présenté par Mac Luhan comme le but ultime de chaque vie désormais.

Thierry Costa, médecin de l'émission Koh Lanta, qui avait été jusque là aussi heureux qu'un gentil organisateur du Club Méditerranée, changea d'avis lorsque cela lui tomba réellement dessus.

Car ce fut violent.

Emission phare ou pas, Vaisseau amiral de la télé-réalité française ou pas, Koh Lanta ne pouvait résister à la mort d'un candidat antillais qui avait franchi les sélections avec une maladie cardiaque non détectée.

A sa mort, c'est d'abord un monde qui s'écroula, une énorme fête qui fut gâchée.. par la faute de cette mort.. donc par la faute du mort lui-même et du médecin qui n'était pas parvenu à le sauver...

Sur place, les 150 personnes de la production obligée de revenir en France pour faire donner le change à un chagrin de commande, firent immédiatement la gueule.. Et puis, en France, les journaux entonnèrent la chanson connue de la contre-enquête et des vérités cachées...

Plusieurs témoignages anonymes avancèrent alors, dans

une presse pressée, que la production et le médecin du jeu avaient tardé à intervenir alors que le candidat était pris d'un malaise cardiaque d'abord confondu avec une crampe lors de l'épreuve du tir à la corde...

Thierry Costa se serait soumis à la loi d'airain du tournage : terminer l'épreuve en cours voire mettre en scène l'intervention du médecin pour "faire des images"...

Le site «Arrêt sur Image» compléta la curée : il suggéra que Thierry Costa avait fait passer l'intérêt du tournage avant la santé du candidat noir... Koh Lanta n'était plus en odeur de sainteté. Il y avait quartier libre pour se faire l'émission et tous ses acteurs.

En effet, l'empire du Bien ne peut pas tolérer que l'on meurt, comme cela, au cours de l'une de ses messes télévisuelle, juste comme ça, en pleine préparation de la fête collective où, au contraire, la perfection du détail doit régner.

Il fallait donc que quelqu'un paye : il fallait un coupable. Car dans l'empire du Bien la mort est intolérable lorsqu'elle frappe des gens qui passaient auparavant à la télévision.



Le gentil et trop honnête docteur Thierry Costa.



Ce n'est pas la première fois que l'Empire du Bien tombe sur Koh Lanta. En effet, l'ogre oblige régulièrement à ce que l'on lui sacrifie des monstres créés pourtant spécialement pour sa propagande et sa force...

Ainsi, durant la diffusion du deuxième épisode de la saison 5 en 2005 en juillet, les candidats ont tué et cuisiné des puffins fouquets, une espèce d'oiseau intégralement protégée en Nouvelle-Calédonie. Plusieurs téléspectateurs ayant pris contact avec le service accueil des téléspectateurs de TF1, ce dernier a répondu que, selon la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), les puffins fouquets ne sont pas une espèce protégée.

La LPO répondit aussi sec que TF1 ne l'avait pas consultée et qu'elle dément l'affirmation de la chaîne.

Elle demanda au CSA de se saisir de l'affaire, et décida également d'engager une action en justice contre TF1 et la société de production de l'émission *Adventure Line Productions*.

La requête contre la société de production fut déclarée recevable et TF1 fut condamnée à verser à la LPO 1 euro de dommages-intérêts et 2 000 euros au titre des frais de procédure, alors que la requête à l'encontre de TF1 a été rejetée.

Lors de la première saison, un candidat nommé William pêcha plusieurs bénédictiers géants classés espèce protégée, et il les mangéa ensuite avec son équipe sans être sanctionné mais au plus grand écoeurement de quelques scrupuleux favorables à la mort de faim devant des espèces protégées....

Plus souvent, l'émission pourtant truquée, notamment avec des doublures destinées à être filmées en plan large lors des prises scénarisées, ont toujours suscité la controverse autour des dangers de l'émission, comme l'état de santé des candidats qui ne sont pas chouchoutés par les nécessités scénaristiques de la Productionprésnete avec 150 techniciens sur l'île «déserte» des compétiteurs...

En effet, la perte de poids importante face aux difficultés de l'émission correspond parfois à vous surveiller pendant les quinze jours de vos vacances à l'île de Ré... C'est grave !

En assistant à l'hystérie de commentaires des internautes à propos de son rôle dans la mort d'un candidat de Koh Lanta, le jeune médecin du jeu, si jovial et si honnête, n'a pas vu d'autre issue que la mort...

Bien dévora Koh Lanta



La Justice, fronçant déjà les sourcils au simple nom de TF1, ouvrit une enquête. Quelle aubaine ce fut alors pour la famille de Gérald Babin ! TF1 a encore beaucoup plus d'argent qu'Anne Sinclair... Aussi, dans un entretien donné au Point, le dimanche suivant la mort de Gérald Babin, l'avocat de la famille, un certain Jérémie Assous, s'interrogeait publiquement avec une énergie carnassière aveugle sur les agissements du médecin urgentiste et de l'infirmière sur place : "Un médecin est indépendant de ceux qui le payent. Il doit intervenir dès qu'un salarié n'est pas dans son état normal. S'il a suivi l'ordre qui a été donné par la production, alors là, c'est encore plus grave".

La menace était à peine voilée, et là-bas dans son ressort hotel cambodgien, Thierry Costa en fut immédiatement au courant par internet... On ne se défend pas contre de telles choses. Cela lui aurait pris des années et encore, son non-lieu n'aurait été l'occasion que de quelques entrefilets..

Il craqua donc tout de suite. Déjà poussé à bout par l'écroulement d'un projet à 7 millions de spectateurs par diffusion et quelques centaines de millions d'euros de contrats publicitaires, Thierry Costa ne supporta pas les premières attaques visant à le «boucémisairiser» : il s'injecta une dose mortelle de médicament après avoir écrit un lettre d'homme d'honneur blessé jusqu'à la stupeur : "Ces derniers jours mon nom a été sali dans les médias. Des accusations et suppositions injustes ont été proférées à mon encontre. Depuis 20 ans que j'ai débuté la médecine je me suis toujours attaché à travailler beaucoup, avec respect de mon patient et amour de la médecine, en adéquation avec le serment d'Hippocrate. J'ai cette sensation aujourd'hui que tous ces efforts ont été réduits à néant par des articles mensongers. Je n'oserai plus croiser un regard en France sans que je me pose la question de savoir s'il est rempli de méfiance envers moi.

De la même façon, je suis certain d'avoir traité Gérald de manière respectable, comme un patient et non comme un candidat. Même si je regrette cette fin malheureuse, j'ai agi là aussi conformément au serment d'Hippocrate et entouré de vrais professionnels. Je lui souhaite de reposer en paix.

Je m'endors serein ce soir sans aucune rancoeur même contre les médias. Parce que devoir reconstruire cette réputation détruite me serait insupportable. C'est donc mon seul choix possible.

Merci à ceux qui m'ont entouré ces derniers jours. Merci à tous que j'ai aimé d'une façon ou d'une autre dans ma vie. Ne soyez pas tristes et pensez à ces bons moments que nous avons partagés. Si j'avais une requête, ce serait que mon corps soit incinéré au Cambodge sans jamais repasser par la France.

*PS : la lettre est publique.
Thierry"*

Naturellement, la mort du jeune médecin eut un effet de drame à

double détente. Drame dans le drame. Incompréhension après l'incompréhension.

Si Thierry Costa n'est pas coupable de la mort du candidat Gérald Babin, personne non plus n'est apparemment coupable de la mort en retour de Thierry Costa.. Pourtant, à bien y réfléchir, le jeune médecin a bien été assassiné avec les milliers de commentaires de l'halali internet qui suivit les déclarations incendiaires de l'avocat de la famille et des quelques journalsites accourus à l'odeur du sang facile.. Ceux qui ont lynché Thierry Costa n'ont pourtant rien fait de mal : ils y sont seulement allés de leur commentaire sur les forums..

Ces mêmes forums d'opinion terrifiants que, recroquevillé dans sa chambre d'hôtel cambodgienne, Thierry Costa lisaient en même temps qu'ils étaient écrits à l'encre de l'approximation et de la moderne ignorance brutale qui passe brutalement son temps à savoir tout sur tout...

Netchaev

Cette semaine, le leader wallon tombe le masque : il est en train de négocier avec la NV-A flamande avant le choc f'révisible d'él'élection législative de 2014 qui emportera l'état belge...

José Happart : le wallon qui ve

A Bruxelles, comme dans la totalité des capitales et mégapoles européennes, la classe moyenne se trouve repoussée vers la périphérie; le centre-ville étant laissé aux services de l'Etat, aux sièges sociaux, aux riches et aux immigrés qui se sont saisis des quartiers populaires.

Nulle part, cet exode ne pose un vrai problème, autrement que sur le front des transports. Sauf à Bruxelles où la périphérie appartient à la région flamande qui se l'est arrogée dès les découpages des années 1960, lorsque la Belgique pouvait se satisfaire encore d'une capitale aux airs de grande provinciale.

Il était important pour les Flamands de récupérer une pleine autorité sur cet arrondissement où, au fil des ans, les francophones sont même devenus majoritaires dans quelques «communes à facilités» telles que Linkebeek, rogenbos ou Sint-Genesius Rhode.

La récupération de tout l'arrondissement peuplé de 600.000 habitants dont 150.000 francophones était la condition posée par les Flamands pour accepter de former le dernier gouvernement après 18 mois de blocage...

Véritable «munichois» de la francophonie, le premier ministre Elio Di Rupo, homosexuel socialiste d'origine italienne et qui fut propulsé par les Flamands contre le rêve autrement inatteignable de devenir Premier-Ministre et de pouvoir le dire à sa vieille mama, a donc accepté, cet été, de donner satisfaction aux Flamands en s'écriant fofollement à la fin des débats parlementaires : «*Nous avons réussi ! BHV est scindé. C'était le plus gros obstacle ces dernières années entre les Flamands et les francophones. Ensemble, nous changeons la Belgique!*».

Tu l'as dit, capitaine pédalo, la Belgique change... Et le gouvernement «Papillon» nommé ainsi à cause des éternels noeuds papillons de Di Rupo, ne font pas augmenter la considération des Flamands pour la virilité wallonne...

Sur le plan politique, cette reculade met un terme à 50 ans d'une bataille linguistique entre flamands et francophones de Belgique. La scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, appelé «BELVÈS», marque en quelque sorte la fin de ce que Flamands et Belges francophones pouvaient conserver en commun... puisque, hormis Bruxelles, l'arrondissement était le dernier endroit de Belgique où

Flamands et Wallons votaient dans le même espace.

De fait, l'arrondissement BELVÈS cristallisait toutes les tensions communautaires entre le Nord et le Sud. La Flandre ne voulant plus voir les Belges francophones de cet arrondissement bénéficier de droits électoraux, civiques et judiciaires spécifiques. Depuis quelques semaines, c'est chose faite.

160.000 francophones sont donc abandonnés en territoire flamand où ils ne pourront plus voter pour des listes bruxelloises comme auparavant... Il est probable que les 80 000 francophones des communes sans facilités ne soient même pas représentés par un élu à la Chambre des représentants. En effet, pour obtenir un élu, tous les partis francophones devraient se regrouper sur une même liste pour dépasser le seuil d'éligibilité fixé à 5 % des voix exprimées. Ce qui est loin d'être acquis. De surcroît, même si par chance, il y avait un élu francophone dans l'arrondissement de Louvain-Hal-Vilvorde, il semble qu'il serait tenu de siéger dans le groupe linguistique néerlandais de la Chambre, un comble !

Quant aux électeurs francophones des six communes à facilités, soit encore 80.000, ils seront dans l'avenir davantage démunis contre les circulaires du gouvernement régional flamand qui visent à éteindre le régime des facilités. Les tracasseries se poursuivront et s'amplifieront...

Confrontés inévitablement à des refus répétés de la part des autorités flamandes, les Francophones de ces communes n'auront d'autre choix que d'introduire des recours, mais ceux-ci devront obligatoirement être introduits en néerlandais...

Mais surtout, la remise de l'arrondissement aux Flamands porte atteinte au projet d'un grand Bruxelles qui lui-même aurait servi les Francophones puisque ce grand Bruxelles, englobant l'arrondissement BELVÈS, aurait placé Bruxelles en situation de continuité territoriale avec la Wallonie dont elle est séparée aujourd'hui par les communes flamandes (mais passablement francophones en réalité) de Rhode-Saint-Genèse, Hoeilaert et Overijse.

La bataille de l'arrondissement perdu de BELVÈS fut rude. Après les Fourons, c'est elle qui avait fixé le conflit linguistique belge. Mais ce n'était qu'un hors d'oeuvre. La grande bataille, le combat final approche au fur et à mesure

Cette semaine, José Happart 66 ans, ancien président du Parlement Wallon et grand adversaire des flamands lors de la crise des Fourons, annonçait qu'il avait décidé de négocier avec les Flamands...

«*Je comprends les déclarations de Bart de Wever. Je suis persuadé que ce qu'il dit est sérieux et mérite une vraie réflexion au lieu d'être balayé d'un revers de la main.*»

Le Fouronnais parle ici des velléités de réforme de l'Etat belge de la part de l'actuel bourgmestre d'Anvers. «*Il est demandeur. De manière générale, les Flamands sont demandeurs. Mais il est évident que les Wallons sont aussi demandeurs de beaucoup de choses!*» Et le Fouronnais d'embrayer: «*Nous devons sans attendre nous asseoir avec Bart de Wever pour les phases 6 et 7 de la réforme de l'Etat belge.*»

Naturellement, la négociation passe par l'abandon par la Wallonie de toute solidarité avec les Bruxellois, ce qui est de toute manière une vieille position de José Happart qui considèrent désormais que «*les Bruxellois sont cuits*» et que l'élection future de turco-maghrébins à Bruxelles y affaiblira encore davantage le caractère francophone de la ville...

UN CHEF POPULISTE DE GAUCHE

La nouvelle n'est pas anodine puisque José Happart est incontestablement le politicien le plus solide de Wallonie. C'est un homme à l'ancienne, taiseux, fort, sûr de ses convictions. A 65 ans, il beche son jardin des Fourons et sourit à sa blonde secrétaire, la belle Valérie... Il n'a peur de rien. On lui a déjà tout fait...

Ce fils d'un responsable rexiste

passé à la «garde rurale» puis, après guerre à l'Unions Professionnelles Agricoles concentrant l'activité des militants des réseaux anticommunistes catholiques, José HJhappart entre en politique en 1978

Il prend alors la présidence de l'Action Fouronnaise, le petit parti francophone qui défend le caractère francophone de l'enclave détachée de Liège. Il en deviendra maire, refusera de passer un examen de Flamand et incarnera aussitôt la résistance Wallonne

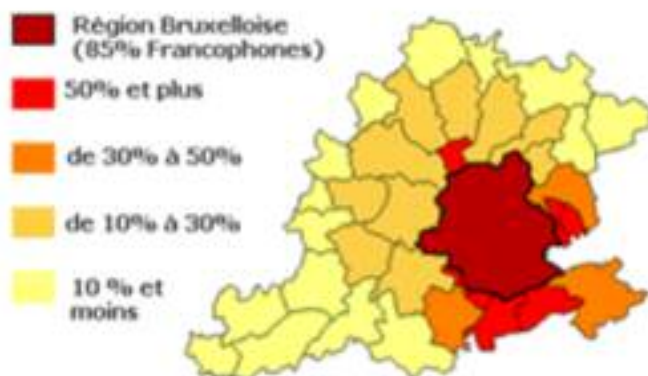
En 1987, José Happart entre au Parti Socialiste wallon et commence une carrière fulgurante. Longtemps élu avec des scores de voix préférentielles qui en faisaient un champion du Parti, José Happart était bâti et programmé pour guider un peuple...

José Happart suscita ainsi des «happartistes» regroupés au sein de son mouvement «Wallonie région d'Europe».

A la fin des années 90, José Happart a gagné le coeur des Wallons même s'il va perdre la mairie des Fourons parce que l'Europe y fait voter les résident secondaires hollandais... Il est député européen les doigts dans le nez... Il va bientôt prendre la présidence du Parlement Wallon.

Avec de telles qualités et une telle position, il fallait que l'Empire du Bien ait sa peau dans la presse qui est, comme chacun sait, une ruelle dangereuse... Surtout qu'une partie de la gauche belge ne l'a jamais accepté comme l'un des siens. Happart est successivement qualifié de national-populiste, de «*sous keynes de Bistrot*», de simpliste «*Plus dangereux que l'extrême-droite*», de «*Robin des Fourons*», etc...

Part de la population francophone dans les communes de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.



En plaidant pour une négociation directe avec la NV-A, en zappant Bruxelles et le gouvernement fédéral, José Happart ouvre une solution : les Flamands peuvent maintenant jouer au tennis...

ut négocier avec les Flamands



José Happart (ici avec le noeud papillon d'Elio Di Rupo, l'actuel Premier ministre fédéral) est peut-être un pilier du parti socialiste Wallon...

Mais il est surtout un «populiste de gauche» qui ne se reconnaît d'affinités qu'avec le vieux courant du socialisme minier qu'un type comme Michel Dardenne (décédé cet été dans le midi de la France) incarnait à la perfection.

Après l'avoir longtemps ménagé et courtisé à la façon de Di Rupo, les socialistes wallons du courant bobo l'ont finalement rejeté comme trop dangereux...

Car il suffirait que José Happart suive enfin sa profonde inclinaison identitaire pour qu'il devienne extrêmement dangereux.. pour le système.

En 1994, Le journal La Gauche enfonce le clou : «Exploitant agricole, José Happart ne s'est jamais émancipé d'une conception petite-bourgeoise de la société. Vous ne l'entendrez jamais dénoncer le patronat en tant que classe sociale exploiteuse. L'ennemi, pour lui, est pour ainsi dire extérieur au peuple: ce sont les représentants de la grande finance et les multinationales. "Patrons du terroir, dormez en paix!". Le journal s'en prend aussi au nationalisme d'Happart: «Le nationalisme est le vrai fil conducteur de la pensée et du combat de José Happart. Il a toujours mis tous les Flamands dans le même sac et collé l'étiquette fasciste dessus (...) Le nationalisme va toujours de pair avec le culte de la personnalité. José Happart fait dans le genre modeste, n'empêche qu'il se présente comme incarnant l'âme de son peuple, l'intérêt wallon comme il dit...». Le même journal pense aussi qu'Happart n'aime pas les intellectuels...

La même année, François Perrin, le pape moral et rattachiste de la gauche Wallonne, insiste : «José Happart est dangereux. La

démagogie de ce populiste de gauche est le plus grand danger qui menace la démocratie.»

Un populiste de gauche qui veut proscrire le voile et le foulard islamiques de l'espace public ? la presse l'attendait donc au tournant. La réaction de José Happart ne pouvait qu'aggraver son cas puisqu'il n'est pas un homme à esquiver ou à «communiquer». Au contraire, José Happart est un roc, un homme ancien. Il déteste confusément la Modernité, le siècle sodomique, les bobos, la mort des peuples...

Sur le plan politique, José Happart, que le Roi Baudouin voulut un jour rencontrer dans sa voiture sur une aire d'Autoroute, est hostile au rattachisme. Fidèle en cela au «léopoldisme» de son père, il est favorable à la double-monarchie, préconisant la survie du Royaume de Belgique avec des compétences cependant réduites à la défense et à la diplomatie.

Sa différence objective avec les nationalistes flamands travaillant à l'évaporation de l'Etat unitaire est donc infime. D'ailleurs, José Happart n'hésite plus à défendre

publiquement les positions de Bart de Wever, le leader flamand.

Ancienne tête de turc des flamands lorsqu'il était l'idole des Fourons et de la résistance linguistique Wallone, José Happart est donc devenu aujourd'hui l'homme politique que les Flamands respectent le plus, le seul qui leur en impose, celui qu'ils se sont choisi pour interlocuteur même si l'autonomie wallonne pèse sur 12% de l'opinion wallonne...

Hélas pour les Flamands José Happart s'est placé à la retraite et la presse l'a beaucoup attaqué sur un voyage d'étude agréable et surtout, sur son parachute doré de 500.000 euros versé par le Parlement Wallon à son ancien président.

Avec ces petites questions d'argent, la presse se sera finalement payé José Happart à longueur de colonnes. Le journalisme est ainsi parvenu à hystériser contre Happart une partie de l'opinion facile, notamment des internautes qui font les réputations virtuelles dans l'Empire du Bien.

FUTUR MINISTRE DE BART DE WEVER ?

Aujourd'hui, à force d'avoir méprisé les attaques, José Happart n'a plus d'avenir au sein de l'Empire du Bien et du parti Socialiste wallon. Heureusement pour lui, il conserve l'admiration des Flamands et Bart De Wever ne fait déjà plus mystère que, s'il devait remporter la future élection législative avec le Tsunami prévu, il n'aurait plus qu'un seul interlocuteur : José Happart, qui pourrait alors se retrouver ministre fédéral, ce qu'il ne fut jamais.

En attendant, José Happart est revenu habiter récemment dans sa ferme des Fourons, dans sa Jérusalem à lui, là où il a été si heureux en politique.

Mais Bert de Wever et José Happart réussiront-ils à empêcher que la Belgique ne continue à glisser sur sa pente de désintégration ? Rien n'est moins sûr, car un gouvernement nationaliste flamand à Bruxelles créerait un tel traumatisme chez les wallons que le rattachement à la France leur apparaîtrait rapidement comme une solution raisonnable, démocratique et sereine. Un salut, pour tout dire !

2014, Fukushima démocratique en Flandre ?

Nous sommes un jeudi de juin 2014. L'élection législative fédérale en Belgique vient d'avoir lieu quatre jours plus tôt.

Les résultats sont vertigineux pour la démocratie belge. En effet le Vlaamse Belang, mouvement d'extrême-droite qui prône ouvertement la République Flamande, vient d'engranger 15% des suffrages en Flandre. Mais si le pire s'arrêtait là ! Non; le pire du pire, c'est que le second parti extrémiste flamand, le plus présentable, la NVA de Bart de Wever, vient de dépasser le seuil des 40% ! Douze points de mieux qu'en 2010 ! Si on ajoute les 2% de la liste populiste De Decker et les indépendantistes de gauche, le score global des indépendantistes dépassent les 60% dans le collège électoral flamand, ce qui leur donne près de 40% des sièges au parlement belge fédéral... Le premier-ministre sortant le socialiste homosexuel Elio Di Rupo, surnommé affectueusement «di roupette» est apparu à la télévision secoué de sanglots, le visage tuméfié parce que des nationalistes flamands étaient parvenus dans l'après-midi à le coincer quelque part...

Dès dimanche soir, les députés élus du Vlaamse Belang, rejoints par une majorité de députés de la NVA avaient appelé tous les Flamands à venir soutenir leurs députés devant le parlement de Bruxelles.

Pour calmer le jeu, le Roi Albert II avait appelé immédiatement Bart de Wever à former le futur gouvernement. Ce dernier, à sa sortie du château de Laeken le lundi après-midi, accepta le poste de premier-ministre fédéral et affirma que chaque nationaliste flamand, y compris ceux du Vlaamse Belang, y aurait toute leur place

Le lendemain mardi, sous la pression d'une première manifestation aux cris de «Alles voor Vlaanderen!», les libéraux et les sociaux-chrétiens flamands dont les sièges à Anvers avaient été pris d'assaut, firent savoir qu'ils s'abstiendraient de voter contre la coalition indépendantiste de Bart de Wever ainsi assurée d'une courte majorité exclusivement flamande face à tous les partis francophones divisés...

Dès le mardi soir, les premiers heurts entre flamands et francophones commencèrent dans les rues de Bruxelles où un cortège flamand du Voorpost venait d'être mis en déroute par les royalistes «franco-belges» du Lys noir, une organisation défendant ouvertement la dynastie avec des méthodes de combat urbain ultra violentes.

Ce mercredi, prenant acte de ce Fukushima démocratique de grande ampleur, devant le peu de réaction du gouvernement fédéral sortant, Olivier Maingain, leader incontesté des francophones belges entouré de 500 volontaires Lys Noirs, proclame un Gouvernement Royaliste Belge (GRB) dont il prend la tête, en affirmant dissoudre le gouvernement De Wever et en proclamant l'état d'urgence et le couvre feu à Bruxelles déclaré au passage «ville libérée» par le Lys Noir malgré la trentaine de morts par balles enregistrée par l'organisation révolutionnaire franco-belge face aux snippers de la police flamande de Bruxelles entrée le mercredi soir en dissidence contre le GRB d'Olivier Maingain...

Les pires flamands du Vlaamse Belang ou du Voorpost (groupuscule nazifiant) sont tous républicains. Ethnacistes germains forcenés, ils prônent même ouvertement un rattachement ultérieur de la Flandre séparée aux Pays Bas et ils se définissent pour cela comme intimement «orangistes»...

Certes, nous avons tous intérêt à l'émergence d'un Etat flamand conduisant une première expérience nationaliste dans l'Europe du XXIème siècle, à nos frontières...

Mais notre solidarité naturelle va d'abord évidemment aux francophones de Wallonie et de Bruxelles; ainsi qu'à la maison royale de Belgique littéralement assiégée par les flamingants guettant, jusque chez le Roi, la moindre faute de prononciation flamande...

Car, entre nous, le nationalisme flamand n'est pas une sinécure pour ses voisins et amis...

Grossier, obtus, tétu, le nationalisme flamand aura tracé, au milieu de la Belgique, une frontière d'incompréhensions qui ne peut plus être abattue...

Mais alors, qui est donc ce Flamand habitant un petit territoire, grand comme deux départements français, devenu «dragon» économique en un siècle, passant ainsi de la misère d'une paysannerie trop dense et sans terre, à la prospérité d'un champion de la mondialisation et du commerce international ?

Qui est donc ce Flamand, passé, dans le même temps, de la docilité du pauvre à la frustration de l'ancien pauvre quand il n'a pas encore achevé d'être riche et quand il a terminé de sentir sa force...

Qu'est

C'est un petit peuple de six millions d'âmes catholiques qui parlent une langue totalement scrognogneuse agglutinant les consonnes, utilisant le «J» partout après les «i», impossible à apprendre et à prononcer. Bref, une langue de merde, il faut bien le dire...

Dialecte bas-saxon uniquement rural, le flamand n'a jamais été vraiment dégrossi. Dans ces conditions, il était promis à la disparition, ses écrivains du XIXème l'ayant déjà abandonné pour écrire en Français. Mais à la fin du siècle d'or des romans, de la colonisation et de la naissance de la Belgique, l'entêtement de quelques prêtres et les subsides alloués par l'Allemagne pan-germaniste décidèrent du contraire : la langue paysanne pratiquée chez des gens où l'on parlait peu, probablement à cause d'un ciel bas et de vents très forts, fut sauvée de sa pente à disparaître...

Aujourd'hui, à cause de cette mort linguistique à laquelle il échappa, le flamand est un européen du Nord comme les autres mais en plus susceptible, toutefois. En effet, dès qu'il vous repère comme francophone, dans la rue ou dans un bar; le flamand se joue à ne pas vous répondre, mimant le crétin qui ne comprend rien, ou bien, plus subtil encore, il se met à vous répondre dans un anglais parfait afin de bien vous renvoyer dans la position de l'étranger et du touriste, même si vous êtes wallon et que vous vivez à trois kilomètres de chez lui...

Car enfin, le mépris que les francophones eurent longtemps pour cette langue scrognogneuse, les flamands le leur retournent aujourd'hui en apprenant plutôt l'anglais que le français comme première langue de l'école flamande.

Ainsi, les nationalistes flamands renvoient leur politesse à l'histoire : ils se sont donc donné une langue internationale qui n'est pas la nôtre...

Politiquement, tant qu'il a été pauvre et rural, tant qu'il a été un paysan émigrant et essayant dans toute la France du Nord, tant qu'il a été nourri par la riche industrie wallonne aujourd'hui disparue, tant qu'il a été tétu et bourru dans son catholicisme, le flamand a été conservateur : les sociaux-chrétiens constituant son parti politique traditionnel jusqu'au seuil de l'an 2000.

Et tant qu'il a été conservateur, le Flamand s'est montré le pilier de la dynastie qu'il sauva ouvertement lors de la question royale posée en 1951 à la faveur d'un référendum dramatique sur le retour du Roi Léopold... Ce jour-là, les flamands votèrent massivement pour le retour du Roi et les Wallons ne furent qu'une grosse minorité à s'opposer à leurs élites socialistes, maçonniques, et républicaines...

-ce qu'un flamand ?

Aujourd'hui que le Wallon trouve dans la dynastie (qui se montre francophone en privé) le plus sûr défenseur de l'équilibre entre les deux peuples constitutifs du Royaume, c'est le Flamand qui est républicain tout en restant conservateur, et c'est le wallon qui cultive sa loyauté monarchiste, tout en restant socialiste et républicain...

Mais, au quotidien, qu'est-ce donc qu'un Flamand aujourd'hui ? Eh bien c'est un type qui rejette sa femme, la couvre de mépris, l'énerve, la brime à chaque occasion, tout le temps. Il veut en divorcer tous les jours mais se retient cependant de la quitter pour conserver le riche appartement du couple situé en centre-ville, sous le prétexte malotru qu'il a le plus gros salaire et qu'elle est aux allocations chômage... C'est aussi un type qui déteste tous les cousins de sa femme et qui la regarde comme une arabe sous prétexte qu'elle est née dix kilomètres plus au sud que lui... Bref, c'est une brute, un gros con blond impeccable, économiste qui habite des maisons en briques jaunes sans la moindre fissure, cycliste, toujours d'accord avec les Allemands, et qui se cache de plus en plus de parler français...

Partir, briser son couple avec une chômeuse, le Flamand le voudrait bien, cela le soulagerait de son insurrection permanente contre la latinité déplorable de sa femme... Mais, en dépit de sa hargne, il ne peut faire plier le syndic de l'immeuble, un certain Leroi, qui refuse au contraire de mettre le bail à son nom...

Alors, le Flamand fait redoubler ses vexations au domicile conjugal. Cela le calme au moins sur le moment. Silencieuse, son épouse reste passive : elle a appris à ne pas mettre de l'huile sur le feu, elle attend les temps pacifiques toujours accordés malgré lui par le colérique que la nature contraint tout de même à des relâchements, à des absences, et à des sommeils...

Et c'est ce Flamand que le Wallon doit se coltiner tous les jours dans le minuscule espace Belge. Et c'est encore ce Flamand que la dynastie belge doit séduire et calmer inlassablement, jusqu'à envoyer les enfants du prince héritier Philippe dans une école flamande pour y apprendre cette langue si scrogneugneuse qu'elle fera désapprendre le français aux petits princes de saxe-cobourg.

Dans l'appartement commun, ce mufler est évidemment invivable, il chipote pour le plaisir de montrer gratuitement sa force, il compte et recompte les dépenses, cherche à assécher le compte bancaire joint, il est perpétuellement irascible, susceptible, jamais relâché, toujours occupé à venger les sourdes humiliations de son enfance quand son père n'était que domestique au château minier du père de sa femme. Alors rien ne le satisfait, surtout que chaque renoncement de l'épouse ne fait qu'ouvrir une nouvelle revendication.



Pourtant, malgré le caractère éminemment antipathique du Flamand, l'Europe toute entière a intérêt à ce qu'il devienne enfin souverain. Son nationalisme si pragmatique pourrait faire tant de merveilles dans le sérieux nécessaire à l'exemplarité; l'Etat Flamand pourrait en effet servir de premier domino tombant afin d'entraîner tout le système continental encore occupé à brider les identités...

Cet espoir stratégique n'est pas mince à

propos de la Flandre. Il est même le plus élevé d'Europe où aucun autre parti «national» ne réalise les scores monstres que le Vlaamse Belang et la NVA réalisent ensemble en frisant les 50% au sein du collège électoral flamand.

Alors, le flamand est peut-être malpoli mais qu'importe : il a été choisi pour une grande tâche et il nous appartient de l'aider sans nous trahir toutefois...

Ravachol

Alors qu'Eric Naulleau veut «envoyer en taule» tous ceux qui ont participé de près ou de loin à la télé-réalité, le CSA propose timidement une nouvelle «charte des bonnes pratiques»...

Faut-il interdire la télé-réalité ?



Par ce qu'ils décidaient encore de ce qui pouvait les émouvoir, le dernier des Zeks de Staline, le dernier des déportés de Maidanek, et le dernier des bagnards de Cayenne, étaient peut-être plus libres que notre téléspectateur contemporain...

Pour celui qui est opposé à la télé-réalité depuis l'origine de son apparition sur les écrans, ce qui se passe aujourd'hui a de quoi faire sourire car à son tour la télé-réalité vient d'être poussée par un destin farceur devant le viseur méchant de l'Empire du Bien...

Après les deux décès qui ont touché Koh-Lanta -loin d'être le pire des concepts- c'est toute la télé-réalité qui est montrée du doigt. A tel point que le CSA d'Olivier Schrameck ne veut pas être en reste et revendique sa part de lynchage en proposant de faire interdire la diffusion avant vingt-deux heures.

Nicolas Coppermann, président du CSA, a aussitôt réagi : «Interdire la diffusion de la télé-réalité avant 22H00, cela revient à l'interdire. On serait le seul pays à part la Chine à interdire la télé-réalité à l'antenne. Donc cela me semble délicat», a estimé M. Coppermann, en marge du MIPTV, vaste marché international des contenus audiovisuels qui fête cette année son cinquantième anniversaire à Cannes.

Coppermann fait naturellement référence à l'audience télévisuelle beaucoup plus réduite en deuxième partie de soirée, après 22h00.

«Le CSA, à partir de là, se pose un certain nombre de questions», a-t-il poursuivi dans une langue de bois inimitable. «Or nous, il se trouve que, depuis très longtemps maintenant, on a précédé l'appel en étant très conscients de nos responsabilités, à la fois sur les conditions dans lesquelles on fabrique de la télé-réalité et ce qu'on montre à l'antenne. On a édicté un

certain nombre de règles au sein d'une charte de déontologie», a-t-il expliqué, la bouche en cœur, certain d'en avoir mis bien profond...

Pour lui, la télé-réalité, son gagne pain, «n'est pas du tout en bout de course» après les drames qui ont endeuillé par deux fois Koh-Lanta.

«Il y a des formes de télévision qui évoluent», a-t-il ajouté en défonçant devant lui la dernière porte ouverte et en concluant : «la télé-réalité reste dans son acceptation actuelle et dans son acceptation future un axe important de production et de développement» pour Endemol, qui a créé la première émission de télé-réalité en France, Loft Story, et produit aujourd'hui notamment l'insondable et très mutationniste «Secret Story» pour TF1.

De son côté, Aurélie Filippetti, Ministre de la Culture et de la Communication, a même donné son avis sur la question. Naturellement sur le registre le plus convenu de l'Empire du Bien : «En tant que citoyenne et mère de famille j'y serais favorable (à ce que les émissions de télé-réalité soient diffusées après 22 heures, ndlr), mais je n'ai pas à me prononcer en tant que ministre de la Culture. C'est au CSA de le faire.» a-t-elle déclaré.

La Ministre n'est pas réellement sérieuse dans sa condamnation puisque la télé-réalité c'est avant tout de la publicité et que la Pub des télé-croisements c'est beaucoup d'argent et d'exposition à cette notoriété qui fait elle aussi gagner de l'argent, en se faisant élire, par exemple....

Quoi qu'il en soit, c'est le présentateur de gauche Eric Naulleau qui est allé le plus loin.

Lui qui fut guéri de sa soumission par sa promiscuité amicale avec Eric Zemmour n'a pas fait dans la dentelle puisqu'on lui demandait son avis : «C'est une sorte de cancer de l'intelligence permanente. C'est curieux qu'on la tolère.», a expliqué Eric Naulleau. Pour lui, il faudrait «abolir la télé-réalité» et «mettre ceux qui ont participé de près ou de loin à ce type de programme en taule.»

A la bonne heure, voilà enfin quelque chose de censé ! Naulleau aurait peut-être pu ajouté la fusillade à genoux le long d'un mur de chiottes, ou la castration avant noyade dans une fosse à purin, mais enfin, on a compris, on voit ce qu'il veut dire...

Après cela, dans un entretien au Figaro mercredi, Françoise Laborde, présidente du groupe de travail «Jeunesse et protection des mineurs» du CSA, parut bien timide quand elle souligna que repousser certaines émissions de télé-réalité après 22H00 pourrait s'appuyer sur une recommandation du CSA datant de 2005 prévoyant d'interdire la diffusion d'images violentes entre 6H00 et 22H00.

Ensuite, une fois redescendue la fièvre de l'émotion générale, le CSA annonçait mercredi dernier son intention de lancer au cours des «prochaines semaines» une concertation avec les chaînes de télévision qui devrait aboutir à une charte «de bonnes pratiques» dans la télé-réalité.

Bref, la télé-réalité ne sera évidemment pas interdite par ce genre de régime. Nous avons eu tort de croire pendant quelques secondes que cela était possible...

Le drit des peuples à disposer d'eux-mêmes est à géométrie variable. ce qu l'on donne au Kosovo ou au Sud Soudan, on le refuse aux Touaregs pourtant unanimes à refuser la domination malienne.



Depuis que François Hollande a décidé de notre funeste intervention dans le Nord Mali, les touaregs organisent régulièrement des rassemblements en faveur de l'Azawad à Paris.

Ainsi, samedi 6 avril 2013, c'est Place du Président Édouard Hériot, face à l'Assemblée nationale, que des Touaregs et leurs amis se sont retrouvés pour porter une nouvelle fois la voix du peuple de l'Azawad. Sur nombre de banderoles et autres pancartes on pouvait lire : "*La France complice des bourreaux de l'Azawad*", "*France-Areva : Uranium contre Touaregs*", "*La France complice des crimes odieux de l'armée malienne*", "*Touaregs de l'Azawad, Tamazgha est avec vous*" ou encore "*Terroristes islamistes, Armée malienne, même combat !*".

La date choisie ne l'était pas par hasard puisque la république de l'Azawad fêtait le premier anniversaire de sa déclaration d'indépendance le 6 avril 2012.



Parmi les orateurs, on relevait la présence de Moussa Ag Assarid, représentant du MNLA en Europe, Masin Ferkal, Zakyatou Ouallet Halatine, porte parole de l'Association des réfugiés et victimes de la répression de l'Azawad (ARVRA), ainsi que Chamy Chemini, écrivain et militant amazigh qui a tenu à apporter son soutien aux combattants sur le terrain qui tentent de contenir l'Armée malienne et d'échapper aux forces spéciales françaises

Dans le même temps, Laurent Fabius, notre ministre des Affaires Etrangères réaffirmait à Bamako que les troupes du MNLA devaient accepter au plus vite

d'être «cantonnées», c'est à dire parlées sous le contrôle de l'armée malienne.

Naturellement, avant qu'une de nos familles avec 4 enfants et une bonne dizaine d'otages adultes ne soient finalement égorgées par les islamistes, la direction provisoire de *République Royale* a tenu à apporter tout son soutien aux amis de l'azuraz. *République Royale* dénonce une nouvelle fois une diplomatie vendue au Qatar, animée par un vain esprit de gloriole et la poursuite d'intérêts miniers cyniques, ainsi que par l'illusion que l'on peut s'acheter au canon des contre-feux à ses problèmes intérieurs.

Cinq millions d'utilisateurs mensuels pour le blog de Beppe Grillo

Le blog de Beppe Grillo est l'âme du Mouvement 5 étoiles. C'est l'organe officiel et le "siège" du parti. La naissance, la vie et la mort d'un militant du M5S passe nécessairement par la plateforme en ligne, comme le spécifie le "non statut" du mouvement. La passion politique a été réduite, en substance, à une base de donnée d'adresses mail.

Vu le rôle fondamental qui lui est assigné, le blog croule sous les visites et ce, depuis sa mise en service [au début des années 2000]. Grillo lui-même s'est chargé de préciser le nombre de visiteurs dans un rectificatif envoyé le 15 avril 2011 au journaliste Enzo Di Frenna du *Fatto Quotidiano*, coupable d'avoir confondu dans un article les visites quotidiennes avec les visites mensuelles. "Le blog est lu en moyenne par 5,2 millions d'utilisateurs par mois", écrit le comique, vexé d'avoir été sous-estimé. Un chiffre astronomique confirmé par Google Ad Planner, qui estime à plus de 173 000 le nombre de visiteurs uniques par jour du 4 février au 5 mars 2013, pour une moyenne quotidienne de pages vues comprise entre deux et cinq millions.

Ces données doivent être confrontées avec certains quotidiens en ligne dont le nombre de pages vues est légèrement supérieur au blog de Grillo - selon les statistiques d'Alexa, une société d'analyse, filiale d'Amazon. On peut donc légitimement penser que le site de Beppe Grillo a dépassé les 56 millions de pages vues ce même mois.

Au cours des trois derniers mois le pourcentage d'internautes qui ont visité le portail de Grillo a progressé de 82 %.

Billet

Gloire à Gérard !

Là où le libertaire est bien, là est sa patrie ; elle est pour le libéral où ses sous sont bien gardés. Pour tous les bonnes, les braves, les petites gens de France, la Patrie est là où se trouve Gérard Depardieu, qu'il se porte bien ou mal ; ainsi la Convention était toujours où étaient Robespierre, Saint-Just & Couthon. Contrairement à Danton, Depardieu peut emporter la Patrie à la semelle de ses souliers. Quoi ! vous qui, au Lys Noir, défendez le statut nippon de trésor national et souhaitez son adoption en France, oublierez-vous que le franchissement des frontières joue comme facteur disqualifiant ? et trouvez-vous bien français de soutenir Sarközy à Villepinte ?

Certes pas, mais nous souhaitons logiquement la prise du pouvoir avant que de songer à légiférer ! avant de titulariser nos trésors nationaux, arrachons la Nation aux griffes de l'Anti-France ! puis, soutenir Sarközy en 2007 est une manœuvre de bas opportuniste ; en 2012, c'est une performance artistique et une quenelle à l'endroit de Copélovici, l'ennemi de Cuba qui, reniant sa parole, doit serrer la main d'un ami du Commandante Fidel.

Il faut un être encrotté de démocratismes pour vouloir soumettre un monstre sacré à la loi commune, ce sous-prolétaire de Châteauroux qui fit sa fortune tout seul et créa 80 emplois. Gérard Depardieu s'est toujours montré grand seigneur, rachetant les petits commerces de son quartier pour d'abord empêcher les M. Vautour de les revendre à la découpe, ensuite les maintenir à flot.

Il a l'hyperfrance, il l'est même dans sa dimension tragicomique, ce double excès shakespearienne, sa verve rabelaisienne conjuguée à son effroi pascalien ; lui qui perce des tonneaux de cervoise et lit, d'une voix profonde, Saint Augustin sur le cercueil de son fils.

Delon, Richard, Rochefort, Bardot portent à la perfection, en le lissant, un registre ou l'autre ; Depardieu porte la France à son comble, il la vante et la fait aimer chez Poutine, alors qu'Omar Sy ou Dany Boon l'oublie à Hollywood.

De Néchin au Kremlin, du Japon jusqu'à Rome, Depardieu, c'est Cyrano, Vatel, le colonel Chabert, Jean Valjean ; en un mot : la France. Nous l'aimons, nous attendons son retour ; car il reviendra dans Paris, troisième Porthos après le sieur du Vallon et Henry Charbonneau, une fois la Commune blanche victorieuse, tenant le cheval du roi par la bride.

Oscar Maurisque

Billet

Accuser Cahuzac ?

L'amour hystérique est proche de la haine rabique et - comme l'a noté malgré lui Jean-Yves Le Gallou dans un magnifique lapsus linguae - la roche tarpéienne du Capital : la meute qui cira les pompes de Jérôme Cahuzac au temps de sa splendeur l'acculera-t-elle au suicide ? aux yeux du Lys Noir, rien de plus odieux que le coup de pied de l'âne ; il faut laisser le lynchage aux anglo-saxons. C'est hier qu'il fallait dénoncer le strauss-khanien, le budgétaire qui traitait la vache à lait, qui nous tondait la laine sur le dos. Aujourd'hui, Cahuzac est le martyr d'une idéologie ; car après tout de quoi s'étonne-t-on ? qu'il ait été jusqu'au bout de la logique libérale, sans-frontériste. Que lui reproche-t-on ? d'avoir menti à des menteurs, d'avoir trahi des traités, ceux-là qui ne pardonnent pas. Le Peuple français s'en tamponne le coquillard ; Cahuzac a roulé dans la farine des escrocs qui ne représentent qu'eux-mêmes.

Chacun est invité à s'essuyer les pieds sur une paillasse politique parce qu'il s'est mis de côté 600 000 balles ; on crie haro, on attend l'hallali ! ? Le Lys Noir dit : laissons là l'individu, le petit gouvernateur sans pouvoir qui cache la foulditude des fraudeurs du Cac 40 ; laissons là l'anecdote ; on s'acharne sur un type à terre pour ne pas remettre en cause les fondements du système, victime expiatoire à la déesse Créance, bouc émissaire lâché dans le désert de l'austérité. Non, les seuls manquements à la parole donnée devant le Peuple sont de nature politique. Le vrai scandale n'est pas la faute, c'est le fait que cette faute soit possible, c'est l'existence même des banques blanchisseuses, des paradis fiscaux.

Parlons plutôt de la suppression du CDI, du traité budgétaire Merkel-Sarközy qu'Hollande avait promis de renégocier, parlons de la préférence communautaire promise en 2007, parlons du traité de Lisbonne violant la volonté du Peuple français exprimée en mai 2005 : ce sont là les vrais mensonges, les seuls parjures, qui coûtent des milliards au contribuable en nous enfonçant dans la spirale du mensonge de la dette à intérêts, cette arnaque des marchés financiers montée de toutes pièces par la corruption des hommes d'Etat.

Le pardon chrétien pour J. C. ! un ordre nouveau s'empressera de le relever du banc d'infamie avant qu'il ne joue à la roulette russe pour lui confier quelque responsabilité financière : sommé de faire appliquer une politique anti-capitaliste, patriotique, protectionniste, sociale, il sera bien puni.

Baron des Ubacs

Un royaliste français ne l'est pas forcément pour la Grèce, la Tunisie ou le Ghâna... Rien ne nous interdit donc de juger sévèrement ce qui se passe en Espagne où, loin de «défendre la monarchie moderne», la famille de Juan Carlos ne fait que concourir à la perversion de l'idée monarchique.

Cristina d'Espagne : la preuve par 9 !

En Espagne les Bourbons ont toujours été en dessous de tout. Depuis que Charles IV arriva ventre à terre à la convocation envoyée par Napoléon afin qu'il abdique, depuis que l'épouse de Charles IV traitait publiquement ses fils de bâtards puisqu'elle les avait engendré avec son amant Godoy dont Charles IV fit pourtant son premier-ministre, on sait que plus rien de bon ne peut sortir de cette famille dégénérée ici, alors qu'elle reste si pugnace chez les Bourbon-Parme et si politique chez les Orléans...

Plus tard, on dégringola encore plusieurs marches anthropologiques : il y eut donc le mariage de Cristina avec son cousin germain, pédéraste notoire se faisant appeler «Paquita» et qui donnait à ses chiens les noms des amants de sa femme... C'est ainsi que l'on sait que le père d'Alphonse XII n'était autre que le capitaine des gardes Puig Molto...

Tout au long du 19ème siècle, cette branche littéralement putride en appela par trois fois aux Anglais afin de se sauver des

guerres carlistes. Et puis, il y eut le départ peu glorieux d'Alphonse XIII en 1931 après la victoire des républicains à une simple élection municipale...

Héritier de ce cloaque de fange et de tares, ne portant le nom de Bourbon que parce que chacun se doit à un peu de compassion pour les cocus, Juan Carlos, qui fit pourtant un beau mariage avec Sophie de Grèce, passa néanmoins son temps à la tromper... Et surtout, il laissa ses enfants faire des mariages calamiteux : l'héritier avec une présentatrice de JT, et les deux filles avec des géants sportifs sortis de presque nulle part...

Le résultat fut évidemment la disparition immédiate de toute forme de frein chez les infants devant les tentations du monde...

C'est cette dimension-là que révèle ces jours-ci la convocation de l'infante Cristina par un juge d'instruction des Baléares.

Acteur central de cette bataille judiciaire très sensible, le juge José Castro, un magistrat réputé tenace et incorruptible, mène depuis 2011 une enquête sur le détournement de plusieurs

millions d'euros d'argent public, dont le suspect numéro un est Iñaki Uradangarin, l'époux de Cristina, un ancien champion olympique de handball reconverti dans les affaires.

Pour le juge, qui a compilé un dossier monumental de 42.000 pages, il est devenu «inévitable que Cristina, Federica de Bourbon et de Grèce, âgée de 47 ans, deuxième des trois enfants du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, septième dans l'ordre de succession au trône, soit entendue par la justice».

Dans son arrêt, le juge Castro estime que l'infante a pu «coopérer» avec son époux et «consentir à ce que son lien de parenté avec le roi Juan Carlos soit utilisé par son mari».

Ce dernier était entre 2004 et 2006 président de l'institut Noos, une société de mécénat par laquelle auraient transité les sommes détournées. Cristina faisait partie du comité de direction de l'institut.

Face au juge, le procureur Pedro Horrach, décrit lui aussi par la presse comme un homme impartial, affirme qu'il n'existe aucun indice permettant de



Les deux infantes en jean...

poursuivre l'infante.

Mais même si l'infante devait finalement être mise à l'écart de la procédure intentée contre son mari, le mal est fait. Dans une Espagne bousillée par la crise et minée par la contestation des «indignados», certains journaux commencent à tirer à boulet rouge, n'hésitant pas à affubler le roi du titre de «crétin de la semaine», sans encourir pour cela aucune poursuite, ce qui était proprement inimaginable, il y a seulement deux ans...

Affaibli, le roi écarterait pour l'heure l'éventualité d'une abdication, au risque selon certains de transmettre le jour venu à son fils Felipe un héritage encore plus lourd.



Mouvement

République Royale

Les royalistes du Compromis

Conjurer le déclin français en royalisant la République

Communiqué 001 de République Royale

Abritant désormais le Lys Noir comme un courant, République Royale est un mouvement néo-royaliste «bernanosien» qui ne s'interdit aucun dialogue avec les militants anti-systèmes, que ceux-ci soient alternatifs, décroissants, trotskystes, néo-socialistes, chevenementistes, républicains, gaullistes, bonapartistes, solidaristes, nationalistes, royalistes de gauche, ou royalistes d'Action Française.

Seuls les parti-pris européistes ou libéraux créent la ligne de fracture.

Le M2R participera dans un avenir proche à une élection municipale unique dans une optique purement révolutionnaire de conquête d'une base arrière ou, à tout le moins de conquête d'une base active, c'est à dire sans aucune confiance réelle dans les processus électoraux.

En effet, au point de tension générale où les événements nous ont conduit, le M2R est doctrinalement favorable à un coup de force populaire et à l'instauration d'un gouvernement d'Union nationale conduit par une «personnalité souverainiste acceptée» par l'opinion, comme le sont aujourd'hui Arnaud Montebourg, Jean-Pierre Chevenement ou Nicolas Dupont-Aignan.

Le prochain gouvernement d'Union nationale débouchera inévitablement sur la création d'une Sixième République que nous ne refuserions pas par principe si nous pouvions seulement lui suggérer, sous couvert d'une nouvelle Union Française scellée entre la France et son outre-mer, de redonner un rôle dirigeant et suprême au chef de la Maison de France ; et ceci par la présidence d'une sorte de commonwealth à la française placée comme il se doit au-dessus de la République maintenue et même magnifiée.

Ce «compromis royaliste» assumé fera naturellement fuir tous les royalistes mondains ou ceux qui demeureront figés sur une doctrine conservatrice ou purement passiste. A la recherche de l'hyperfrance, développant au contraire une mystique de l'union nationale avec tous les républicains de bonne volonté, le Mouvement République Royale veut s'inscrire fermement dans la lente maturation de la Sixième République à venir.

Lys noir



Hebdomadaire gratuit

en version Web et journal
Tabloïd imprimé en Europe

ISSN «en cours»

Commission paritaire «en cours»

Contact :

leslysnors@gmail.com -

Mobile : 06 59 59 16 35

Avec
Montebourg,
De Villiers,
Chevènement
& Dupont Aignan...



Mouvement République Royale
Les royalistes du Compromis
Conjurer le déclin français en royalisant la République



- 1 Le MRR est un mouvement souverainiste**
 - Il préconise le retour à la souveraineté nationale par la dénonciation de l'intégration des forces armées françaises dans l'OTAN, ainsi que la dénonciation du traité de l'Atlantique Nord, afin d'ouvrir la voie à une nouvelle diplomatie française non-alignée dans un monde multipolaire ;
 - Il préconise aussi la sortie de l'Union Européenne, sans s'opposer à ce que celle-ci continue sous la forme d'une «MittelEurope» mais à la condition qu'elle s'incarne non plus dans une vision prosaïque mais sous les auspices de la maison de Habsbourg-Lorraine, et cela à partir de Vienne ;
 - Il préconise pour la France un statut de membre associé à l'UE lui permettant de traiter de façon bilatérale la question des relations avec l'Europe intégrée.
- 2 Le MRR est un mouvement anti-capitaliste**
 - Il propose la nationalisation des grandes entreprises, du secteur bancaire, et des assurances ; ainsi que la limitation de l'échelle des salaires de 1 à 12.
- 3 Le MRR est un mouvement de relocalisation économique**
 - Il préconise la nationalisation de la grande distribution ;
 - Il propose un plan national de relocalisation industrielle dans le cadre d'une économie protégée ;
 - Il préconise une réorientation des échanges de la France vers l'Amérique latine, notamment dans un partenariat éco-culturel étroit avec le Brésil ;
- 4 Le MRR est un mouvement de négociation institutionnelle favorable à une «Sixième République»**
 - Il préconise que la présidence de la République, ramenée à ses fonctions judiciaires et protocolaires, soit assurée, à fortes réduits, par le président de l'Assemblée nationale élu pour 3 ans à la majorité des deux tiers ;
 - Il préconise un régime prési-ministériel à brèves un gouvernement élu pour 3 ans, non démissionnaire, et assumant seul la direction des pouvoirs publics ;
 - Il préconise une Assemblée nationale unique réduite à 500 députés élus pour 3 ans à la proportionnelle intégrale, sur une circonscription unique avec un seat de représentation fixé ainsi à 0,20% des voix pour un siège ;
 - Il préconise une réorganisation administrative par le moyen d'une douzaine de macro-régions, 80 départements (soit certains regroupés), et 350 arrondissements ; toutes ces entités étant administrées directement par le corps préfectoral avec, à chacun des niveaux, une instance consultative ;
 - Il préconise la dissolution des institutions locales du mille-feuille administratif français au profit de 2500 unités démocratiques de base : le canton rural ou le canton-Clé. Cet échelon unique unique recevait les compétences actuelles du Conseil Général, du district du Pays, des Sivons, de la communauté de communes et de la commune (celle-ci conservant toutefois un maire pour quelques fonctions telles que l'Etat civil, les publications légales, ou le cadastre). Le canton serait dirigé par un gouvernement local constitué du Conseiller général et de ses assesseurs et suppléants élus pour 6 ans au suffrage universel direct, sans possibilité de cumul ou de réélection.
- 5 Le MRR est un mouvement de rupture avec la classe politique et les élites françaises**
 - Il préconise le recours régulier jusqu'à plusieurs fois par an, au référendum et le tenue d'une assemblée citoyenne directe dans chaque canton ;
 - Il préconise le bénévolat politique, tant à l'échelon de l'assemblée nationale que de celui des élus cantonaux, et le versement d'une indemnité de représentation ne pouvant dépasser deux salaires minimums.
- 6 Le MRR est un mouvement d'émancipation des peuples**
 - Il reconnaît le droit de tous les peuples combattants à un Etat au moins autonome ;
 - Il propose un statut de République associée pour la Corse ;
 - Il préconise l'émancipation de l'Océan-mer à travers la constitution de huit Toki autonomes : Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin/Saint-Barth, la Guyane (sur la base de Guyenne-Nouveau), la Réunion, Mayotte, la Nouvelle Calédonie (sur la base de Nouvelle), la Polynésie française (avec Wallis et Futuna).
- 7 Le MRR est un mouvement de solidarité francophone**
 - Il préconise l'annexion pure et simple de la Ville de et la protection française des peuples francophones périphériques (Andorre, Monaco, Jersey, Luxembourg, ...) ;
 - Il préconise la reconnaissance de l'indépendance québécoise, dans un premier temps, par la cession de Saint-Pierre et Miquelon à un gouvernement national provincial québécois comprenant des représentants de Québec Solidaire, du Parti Québécois et d'Option Nationale.
- 8 Le MRR est un mouvement de rapprochement civilisationnel**
 - Il préconise la constitution d'une nouvelle Union Française comprenant, outre le Québec, les huit territoires autonomes d'outre-mer, les républiques créoles de Maurice et Seychelles, ainsi que les observateurs des 24 pays francophones d'Afrique ;
 - La nouvelle Union Française sera dirigée par un Président élu pour sept ans par le Congrès de Versailles réunissant les 500 députés français, 120 députés québécois, et 240 membres du nouveau Sénat de l'Océan-mer ;
 - L'Union Française -complète en matière de force navale, de francophonie, de diplomatie globale auprès des grandes institutions internationales ou régionales, et enfin de coopération technique, culturelle, sociale et éducative- sera dirigée par un secrétariat général et contrôlée par un Sénat de l'Union Française composé de 250 membres représentant les territoires et Etats membres, les représentants des forces de l'étranger, les anciens chefs de gouvernement français membres de droite, et un contingent de personnalités nommées par le Président de l'Union.
- 9 Le MRR est un mouvement de réconciliation nationale**
 - Il préconise que la présidence de l'Union Française soit confiée, à chaque mandat, au chef de la Maison de France n'intégrant ainsi, à l'égard de la République, que le Droit de grâce inhérent à sa charge de président de l'Union Française.
- 10 Le MRR est un mouvement de paix civile et d'unité nationale**
 - Il préconise l'introduction des partis raciaux et la rélegation automatique des délinquants dans les bases extérieures de Nouméa, Guyane ou Djibouti...
 - Il propose l'indigéné pour tous les mouvements politiques ayant notoirement pactisé avec l'abandon nationale (PS, PRG, EELV, MODEM, UDI, UMP).
- 11 Le MRR est un mouvement de protection des libertés fondamentales**
 - Il préconise la fin de la surveillance de masse par les réseaux sociaux, la vidéo-surveillance, les sectes et mouchards divers, la géolocalisation, les écoutes téléphoniques, les échanges de fichiers informatiques, les additions au smartphone, les jeux en lignes, etc...
 - Il préconise l'abrogation de toutes les lois limitant la liberté d'expression ;
 - Il affirme la nécessité d'un retour à une télévision non commerciale de service public, tournée vers une démarche noblement éducatrice.
- 12 Le MRR est un mouvement humaniste anti-médical**
 - Il préconise l'abrogation de toutes les lois suicidaires léguées par la procréation, l'adoption ou les manipulations génétiques ;
 - Il reconnaît l'utilité vitale des religions dans la défense anthropologique et propose l'extension du concordat d'Alsace-Lorraine à toute la République.
- 13 Le MRR est un mouvement d'écologie décroissante**
 - Il préconise la généralisation de l'agriculture biologique et l'interdiction de la culture chimique intensive ainsi que de l'élevage hors sol et des cultures OGM ;
 - Il préconise l'interdiction des appareils à obsolescence programmée, ainsi que de tous les gadgets et, à terme, les moteurs à essence ;
 - Il propose un moratoire sur l'immigration, ainsi que le quadruplement de l'aide au développement concentrée sur les pays de l'Afrique francophone ;
 - Il propose la création d'une Autorité des Paysages ayant toute autorité pour protéger ou rétablir les paysages menacés ;
 - Il préconise la mise sur pied d'une autorité écologique mondiale ayant tout pouvoir sur les océans, les terres arctiques, la qualité de l'air, l'organisation de l'espace, les parcs nationaux, et la démocratisation civile et militaire.

Sur le plan politique, le MRR est un mouvement «centriste» qui ne s'intéresse à aucune idéologie avec les milieux anti-système, que ce soit société libérale, libéraux, libéraux, néo-socialistes, chevènementistes, néo-félibristes, gauchistes, bonapartistes, socialistes, nationalistes, royalistes du gauche, ou royalistes d'Action Française. Seul les anti-système auxiliaires ou témoins se situent au-delà de notre ligne de fracture.
Le MRR participe de fait à une certaine manière à une certaine idéologie révolutionnaire. En effet, au point de vue général ou les événements nous ont conduit, le MRR est doctrinairement favorable à un coup de force populaire et à l'instauration d'un gouvernement d'Union nationale conduit par une «commission surveillante exécutive» par l'opinion, comme le sont aujourd'hui Nicolas Montebourg, Jean-Pierre Chevènement ou Nicolas Dupont-Aignan.